

## NOTE EXPLICATIVE

La présente demande de permis vise la mise en conformité de 4 points :

### 1. Demande de régularisation des châssis à rue (matériaux et/ou teinte) :

Les châssis des appartements côté rue et côté jardin ont été changé en 1990 par des châssis en PVC de teinte blanche, ceci pour une question de pérennité et d'entretien. Le papa du maître d'ouvrage actuel n'était pas au courant que ceci constitue une infraction.

Au-delà du PVC utilisé aux étages, il faut également demander la régularisation des teintes utilisées au rez-de-chaussée, le bleu pour le commerce Coco Massage et le noir pour le commerce Piercing.

### 2. Demande de régularisation des lucarnes à rue :

Les lucarnes en toiture ne figurent pas sur les plans disponibles aux archives de la Commune, donc ne figurent pas sur la situation de droit. Cependant, il est à se demander si elles n'auraient pas été construites dès la construction du bâtiment en 1922. Les quatre lucarnes sont composées de matériaux nobles (bois/ardoises) et se fondent dans les proportions du reste du bâtiment.

### 3. Demande de régularisation des hauteurs des baies côté arrière :

Toutes les baies en façade arrière n'ont pas en réalité les mêmes hauteurs que sur les plans disponibles aux archives de la Commune. Cependant, il est à nouveau à se demander si elles n'auraient pas été construites ainsi dès la construction du bâtiment en 1922. En effet, les baies visibles aujourd'hui vont jusqu'aux poutres acier, au lieu d'avoir de la maçonnerie entre les baies et la structure du bâtiment comme prévu sur les plans de construction. Ceci peut-être pour faciliter la construction du bâtiment.

### 4. Demande de régularisation de l'extension rez-de-chaussée n°16 :

Pour une question de salubrité, les locataires du commerce Coco Massage viennent de terminer la construction d'une nouvelle extension sur l'extension précédente.



Le maître d'ouvrage assure avoir toujours connu le bien avec une extension au rez-de-chaussée sur la parcelle n°16. On peut d'ailleurs clairement voir l'extension sur les plans Brugis de 1996, et la deviné sur les plans Brugis 1987 :

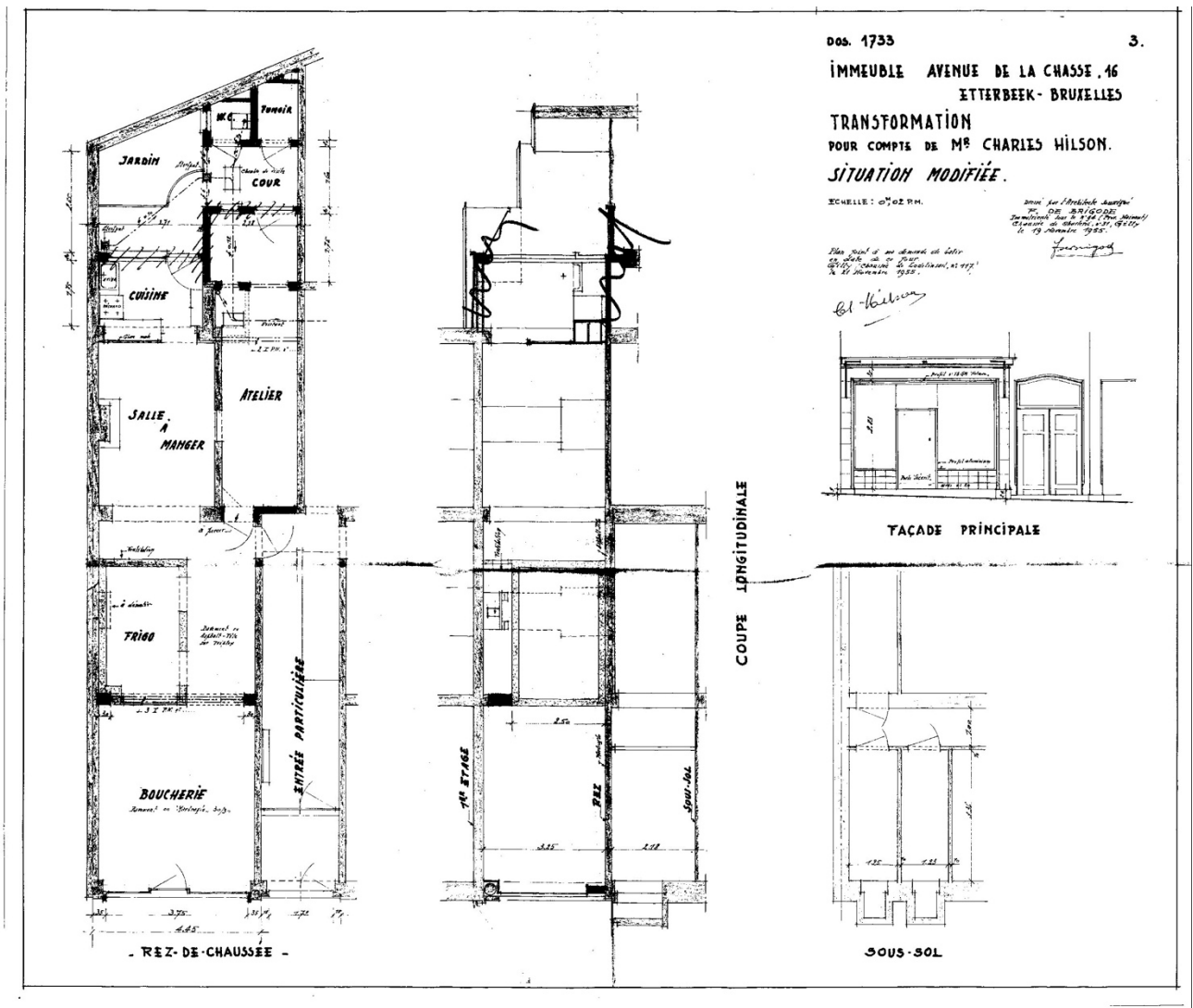


Plan Brugis 1996



Plan Brugis 1987

Hors, on peut constater sur les plans d'archives disponibles à la Commune que cette extension a été précédemment refusée en 1955.



Il faut préciser que la demande de 1955 prévoyait une plus grande surface bâtie que celle qu'on peut constater construite sur place.

Avant d'en être informé par recommandé le 20/11/24, le maître d'ouvrage n'était pas au courant de ces infractions.

La présente demande de permis sollicite les **dérogation** au Règlement Régional d'Urbanisme suivantes :

- Titre 1 Article 4, car la profondeur du bâtiment dépasse les  $\frac{3}{4}$  du terrain. En effet, en son centre la parcelle est entièrement bâtie. On peut constater sur les plans d'archives disponibles à la Commune que cette longueur de bâtiment date de 1936.
- Titre 1 Article 13, car l'espace extérieur sur la parcelle n°16 est 100% imperméable.